



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

chiens

Question écrite n° 32894

Texte de la question

M. Louis Cosyns * attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales sur la situation financière de la société centrale canine chargée de gérer le fichier national canin. En juillet 2003, la réponse faite à M. Bourg-Broc indiquait que depuis dix mois le cabinet travaillait étroitement avec les deux acteurs intervenant dans la gestion des fichiers d'identification afin de trouver des solutions techniques et financières à un certain nombre de manquements que le dispositif mis en oeuvre depuis 2001 avait générés. Il était indiqué qu'un long travail technique avait, d'ores et déjà, permis de définir des procédures visant à améliorer les délais d'édition des cartes d'identification des animaux et la prise en compte dans les fichiers nationaux d'identification de l'espèce concernée. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer l'état des travaux en cours ainsi que les mesures envisagées afin de faire face aux manquements identifiés.

Texte de la réponse

La société centrale canine a demandé en mai 2002, par voie judiciaire, la résiliation de la délégation de service public, suite au déficit de ses comptes. Cette délégation avait été instituée par voie contractuelle le 3 août et le 27 novembre 2001. Le ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales a rencontré depuis mai 2002, et à différentes reprises, les deux délégataires concernés par l'identification canine, la société centrale canine (SCC) et également le Syndicat national vétérinaire d'exercice libéral (SNVEL). Suite à un rapport demandé au comité permanent de coordination des inspections (COPERCI), le ministre chargé de l'agriculture a pris plusieurs décisions significatives, notamment l'augmentation du prix de la carte de tatouage (elle est passée de 5,34 EUR à 7,62 EUR depuis le 15 juillet 2002). Il a fait par la suite plusieurs propositions qui ont fait l'objet de refus des deux délégataires. Dernièrement a été transmis aux deux parties prenantes un plan d'action visant, d'une part à permettre la gestion au plus tôt des dossiers en retard, et d'autre part à assurer un équilibre financier de la SCC jusqu'à échéance des conventions actuelles signées en novembre 2005. Cette dernière mesure doit se traduire principalement par le reversement à la SCC d'une partie de la somme perçue par le SNVEL lors de chaque identification électronique de chien afin de lui assurer le revenu nécessaire à la gestion du fichier canin qui contient les informations relatives aux chiens tatoués mais aussi aux chiens pucés.

Données clés

Auteur : [M. Louis Cosyns](#)

Circonscription : Cher (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 32894

Rubrique : Animaux

Ministère interrogé : agriculture, alimentation et pêche

Ministère attributaire : agriculture, alimentation et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 février 2004, page 773

Réponse publiée le : 26 octobre 2004, page 8329